

DOMAINE PUBLIC

JAA 1002 Lausanne

3 mars 2000 – n° 1421
Hebdomadaire romand
Trente-septième année

Entre cris et chuchotements...

IL Y A DES semaines comme ça, où le ciel est vraiment bas. Tenez, par exemple, si vous êtes socialiste. Comme à votre habitude, vous tenez des stands sur les marchés, vous distribuez de belles roses, faites campagne pour un candidat souriant et compétent; avec un peu de chance, vous parvenez à engager la conversation, prête à parler de politique familiale, d'ouverture du marché de l'électricité ou simplement à défendre l'initiative sur les quotas. Et c'est alors qu'on vous balance, dans les gencives, l'avis de tempête qui secoue votre parti.

Car, le parti socialiste, jeté malgré lui dans la fosse aux lions de l'information, déballe, en public et en direct, ses querelles intestines et ses rivalités personnelles. On exige des têtes, on fomenté la rébellion contre la direction, puis on calme le jeu. Et dans ce drame opaque, que reproche-t-on à Ursula Koch? La fronde n'est pas animée par des motifs idéologiques – on chercherait en vain une ligne de démarcation entre Bodenmann, Fehr, Aeby, et Koch. On critique plutôt son incapacité à occuper la scène politique, à anticiper les enjeux du moment, quitte à les abandonner ensuite, à manier l'art consistant à chatouiller un adversaire qui attend l'attaque pour donner sa réplique, embusqué mais complice. On reproche à Ursula Koch d'être Ursula Koch; une femme au casque aussi noir et strict que la chevelure de son prédécesseur était blanche et vaporeuse. Une femme un peu coincée, maladroite, et au fond trop sincère. Bref, une femme qui refu-

se d'être en captivité médiatique. Contre toute attente, Ursula Koch entend privilégier la redéfinition des valeurs aux réactions à court terme, la rencontre directe avec la population aux plateaux de télévision, la base militante aux parlementaires. L'obstination est si anachronique qu'elle mérite d'être respectée.

Saluons le courage, mais pas le panache. Car la politique est aussi faite de théâtre, de mise en scène, de premiers et de seconds couteaux. Et il manque aujourd'hui, à la tête du PSS, une personnalité fédératrice, capable d'arbitrer les différences et les différends, capable aussi de rendre plus visible un véritable projet de société, de mon-

*Admettons que la
poussée de fièvre au PSS
aura permis de mettre
en lumière les vrais
problèmes*

trer qu'une organisation politique n'est pas une simple entreprise de spécialistes, même très compétents; une charge qu'Ursula Koch n'a pas su, pour le

moment du moins, assumer.

Enfin, le PSS a un besoin urgent de réfléchir à son fonctionnement. Le triumvirat, composé de Cavalli, Brunner et Koch va s'atteler à une réforme de l'organisation interne. Il était temps. Les structures actuelles ne peuvent plus répondre aux nouvelles règles du débat politique. Le comité directeur est trop rigide et le comité central, fort d'une centaine de membres, ne sert que ceux qui savent le manipuler à leur avantage.

Admettons donc que cette poussée de fièvre aura au moins permis de mettre en lumière les vrais problèmes. Les responsables ont jusqu'au Congrès du mois d'octobre pour faire des propositions. D'ici-là, chut, on aimerait parler politique. GS

Le couronné fédéral

A deux reprises, DP a ouvert le dossier de la politique culturelle fédérale qui, après l'adoption de la Constitution, dispose de nouvelles compétences (DP 1413 et 1418). L'agitation est grande dans les milieux concernés. Mais un vrai débat public n'a pas encore été ouvert. Il serait temps.

JE ME SOUVIENS qu'on m'entraînait, enfant, voir défiler les sociétés lausannoises de gymnastique rentrant du concours d'une fête fédérale. Il y avait la Bourgeoise et les Amis-Gyms; il fallait choisir son camp. Dans cette mise en scène d'helvétisme, parade d'athlètes en maillot de corps avec officiels, drapeaux et demoiselles d'honneur, on cherchait et suivait des yeux, admiratifs, ceux qui portaient une couronne, or ou argent. A échelle suisse, ils étaient reconnus parmi les meilleurs. Distinction rare: être un couronné fédéral.

Cet helvétisme est mort ou déclinant ou nostalgiquement réactivé. En revanche son esprit ressurgit dans le rôle que certains grands commis voudraient faire jouer à la Confédération: formuler des exigences élevées, celles de l'épreuve et couronner (de la manne fédérale) les meilleurs. C'est la politique que Charles Kleiber souhaite appliquer aux Universités et aux centres de recherche. En revanche, l'Office fédéral de la culture et David Streiff ne souhaitent pas couronner; ils veulent plus simplement nationaliser:

Art. 69. Culture

1. La culture est du ressort des cantons.
2. La Confédération peut promouvoir les activités culturelles présentant un intérêt national et encourager l'expression artistique et musicale, en particulier par la promotion de la formation.
3. Dans l'accomplissement de ses tâches, elle tient compte de la diversité culturelle et linguistique du pays.

Alors que le texte constitutionnel parle de promouvoir, l'Office fédéral de la culture cherche à repérer les institutions ayant un caractère fédéral (voir DP 1413) afin de leur donner dans leur domaine un statut de leadership de caractère permanent. Pour prendre un exemple dans le domaine de la photographie, il conférerait le titre fédéral à la Fondation pour la photographie de Zurich; il la subventionnerait comme telle et la chargerait de coordonner (traduire par: centraliser) des activités essentielles comme par exemple le dépôt des archives. Le jeu peut se poursuivre: quel sera l'orchestre, l'opéra, le théâtre, le musée déclarés d'intérêt national. Or dans un domaine mouvant comme la création artistique ou la gestion culturelle, il est préjudiciable de figer les aides. Promouvoir n'a pas ce sens, ni l'article 69 dans son ensemble.

Qu'est-ce qu'un couronné?

La Confédération n'a pas à encourager les débutants. Ou, si elle le fait, c'est un autre chapitre. Dans les activités culturelles, la compétitivité est permanente; l'offre excède la demande; il est dès lors naturel que les prétendants à une distinction fédérale aient fait leurs preuves d'abord à des échelons locaux ou régionaux, qui jouent le rôle d'épreuves de qualification. En conséquence, en un lieu central (plutôt observatoire que bureau administratif), seront enregistrés les réussites ou les essais de ce qui se fait «de mieux», dans l'ensemble du pays. La Confédération ne peut intervenir que sur la base de preuves par l'acte.

Il est discutable en revanche dans le domaine créatif qu'elle subventionne de manière permanente des institutions sélectionnées. Elle ne saurait le faire que sur la base de projets. Et cela ouvre le choix parmi les qualifiés. Prenons l'exemple du théâtre. On imagine mal qu'un théâtre soit promu théâtre national, institutionnellement, comme la Comédie française. En revanche, on peut imaginer un théâtre «qualifié» qui n'a pas les moyens de donner toute sa mesure parce que certaines pièces du répertoire sont trop coûteuses en décor, en nombre d'acteurs ou de figurants. Il peut être d'intérêt national de lui donner pour un temps limité à la fois sa chance et sa récompense. La couronne fédérale récompenserait alors une réussite prouvée et un projet.

Le fait du prince

On objectera qu'un tel système s'apparente à une distribution de prix. On invoquera les risques de conformisme, d'académisme, de jurys travaillant en cercle fermé, etc.

Le risque existe. La meilleure manière d'y répondre est de prévoir des procédures transparentes. Et que ceux à qui appartiendra le choix final, c'est-à-dire les politiques, donc les Conseillers fédéraux l'assument personnellement, non comme une ratification mais comme une décision qu'ils peuvent justifier ou expliquer. Le fait du prince ne serait pas l'arbitraire, mais le rapprochement de l'homme politique et de la culture, conçue non pas comme geste conventionnel, mais comme un choix à risque.

«Monsieur Prix» ne lâche pas l'os

Les néo-libéraux voudraient supprimer le surveillant des prix qui ferait double emploi avec la Commission de la concurrence. «Monsieur Prix» veut prouver son utilité par l'acte. Il combat obstinément l'explosion des coûts de la santé. Contre les médecins et leur nouveau tarif. Contre le Tribunal fédéral qui bloque l'importation parallèle des médicaments. Contre les tarifs hospitaliers de plusieurs cantons.

LORSQUE LE MARCHÉ joue correctement son rôle de régulateur, le surveillant des prix n'a pas à intervenir. C'est la loi. Mais la concurrence est largement absente dans le domaine de la santé. Et «Monsieur Prix» y occupe largement le terrain! Avec en priorité, cette année, l'unification des tarifs médicaux. L'histoire en est longue¹ et mérite un rappel. Après treize ans de palabres et d'atermoiements, médecins, assureurs et cantons sont parvenus, début 1999, à s'entendre sur une structure de tarif médical harmonisée pour l'ensemble de la Suisse. L'opération devait être financièrement neutre. Les améliorations en faveur des médecins généralistes devaient être payées par une baisse des tarifs des spécialistes. L'arrangement devait être approuvé par le Conseil fédéral.

«Monsieur Prix» a empoigné sa caleulette et a conclu que, loin d'être neutre, le tarif harmonisé entraînerait pour la profession une amélioration de revenu d'un milliard de francs. La copie est retournée chez les médecins qui ont accepté de baisser fortement les tarifs pour certains actes techniques (de 57 % pour les imageries par résonances magnétiques, les IRM!) ainsi que le mode de calcul du temps de travail. La retouche a permis une économie de 700 millions. Il manque donc encore 300 millions pour que l'opération soit neutre. «Monsieur Prix» ne lâche pas son os. Il réclame de nouvelles retouches et invite le Conseil fédéral à refuser tout tarif qui ne serait pas neutre. La Loi sur l'assurance maladie – qui n'a pas que des défauts, quoi qu'on en dise – autorise ce coup de force. Le gouvernement peut fixer un barème fédéral si les partenaires ne parviennent pas à s'entendre.

Physiothérapeutes, hôpitaux...

Le tarif des physiothérapeutes est aussi à l'examen. L'enjeu est financièrement modeste et la profession se dé-

fend moins bien que les médecins. Mais le surveillant des prix tente d'abaisser le prix du point tarifaire de 1 franc à 91 centimes. Même combat pour les appareils acoustiques. Après intervention de «Monsieur Prix», l'AI qui prend en charge le remboursement a pu obtenir une baisse de prix de 22 %. Pour les hôpitaux, le surveillant des prix a recommandé et obtenu dans plusieurs cantons une séparation entre charges hospitalières et soins médicaux pour améliorer la transparence et adapter les tarifs à la réalité des coûts.

Importation parallèle de médicaments

Le combat pour la modération des coûts de la santé se livre aussi contre les fabricants, les distributeurs de médicaments... et le Tribunal fédéral! D'une manière générale, les médicaments sont plus chers sur le marché suisse qu'à l'étranger. Les fabricants pratiquent des prix différenciés pour s'adapter à la capacité financière des consommateurs et aux diverses réglementations étatiques. Or, dans un arrêt de décembre 1999, le TF s'oppose à l'importation parallèle de médicaments à un meilleur prix. Selon une interprétation extensive de la loi fédérale sur les brevets, le fabricant a le droit, pour garantir le financement de ses frais de recherche, de se protéger contre la concurrence, y compris celle de ses propres médicaments commercialisés sur des marchés étrangers.

C'est une tuile pour l'Office fédéral des assurances sociales qui proposait justement d'autoriser les importations parallèles dans la future loi sur les médicaments. Une telle facilité devrait permettre une économie estimée à 300 millions par année.

En plein accord avec la Commission de la concurrence, le surveillant des prix invite le parlement à la contre-attaque en modifiant d'urgence la loi sur les brevets pour renverser la jurisprudence du TF. Le Conseil national de-

vrait déjà aborder le sujet le 8 mars prochain. La gauche sera certainement libre-échangiste sur ce dossier. A droite, la doctrine libérale pourrait prendre quelques coups de canif pour ménager les intérêts des marchands de médicaments.

Le pouvoir du surveillant des prix se limite à des recommandations faites aux autorités politiques. Werner Marti en use de manière tonitruante. Son efficacité peut se mesurer à la colère des lobbies qu'il dérange. *at*

¹Voir *Domaine Public* n°s 1374 et 1384.

POLITIQUE FÉDÉRALE

Le relais parlementaire des gros actionnaires

CHRISTOPH BLOCHER ET L'UDC aiment à se présenter comme la voix authentique du peuple. Dans le cadre feutré des commissions parlementaires, le discours est bien différent.

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national est saisie d'une initiative socialiste. Il s'agit d'interdire aux représentants des actionnaires institutionnels de siéger dans les conseils d'administration de sociétés cotées en bourse. On veut ainsi éviter que ces administrateurs n'usent de leur poids au seul profit de leurs caisses de pensions et autres fonds de placement. La proposition est appuyée par de nombreux juges qui ont pu observer les abus auxquels conduit cette position dominante.

A noter que cette interdiction va de soi aux Etats-Unis, patrie du libéralisme. Mais les députés bourgeois n'ont rien voulu entendre. Ils ont suivi le point de vue de Christoph Blocher, spécialiste avec son compère Martin Ebner des restructurations musclées qui doivent maximiser la valeur actionnariale. En l'occurrence, c'est la voix du fric qui parle. *jd*

Quand la gauche choisit d'être moderne

Tony Blair a opté pour une stratégie politique visant à conquérir la classe moyenne. Au détriment des chômeurs et des plus défavorisés de la société. Cinquième chapitre de notre série, avec Claude Bossy.

ON CONFOND SOUVENT les adversaires de la stratégie adoptée par Tony Blair et ceux qui refusent de s'identifier à ses objectifs prioritaires. Le *Financial Times*, jugeant, il y a peu, que Lionel Jospin est en train de manquer la modernisation de la gauche française, alors que pour sa part le premier ministre britannique la réussit dans son pays, procède de la même confusion.

Des lacunes importantes dans le programme du Labour

L'essentiel est de savoir ce que l'on entend par « gauche » et d'éviter des notions plus médiatiques que politiques : qu'une politique soit moderne ou non n'intéresse que les médias, l'important est qu'elle soit efficace.

Et l'efficacité à laquelle pense le grand quotidien britannique est celle de l'Etat, que Tony Blair aurait grandement améliorée. L'on peut faire sienne cette constatation et cependant se poser la question des objectifs de cette amélioration. L'objectif de la sécurité publique par exemple est positif en soi, mais lorsque l'Etat met au point une politique de répression qui fait l'impasse sur la violence créée par l'organisation sociale – par exemple en tolérant le chômage de longue durée des jeunes – on peut juger son action négativement.

Le dispositif étatique a des priorités qui sont fonction de l'orientation politique réelle d'un gouvernement. Dans celui de Tony Blair, on constate une lacune énorme, à savoir l'absence d'une politique efficace en matière de création d'emplois, de lutte contre le chômage. Bien entendu, Tony Blair n'est pas sommé d'envisager des mesures administratives contre le chômage structurel – même si aujourd'hui la conjoncture économique permet de constater une amélioration – mais d'utiliser sa méthodologie, un dispositif incitatif, pour lutter contre ce qui, d'un point de vue de gauche, constitue le dysfonctionnement majeur de l'économie et de la politique.

Le chômage contre l'inflation

Le maintien du chômage à son niveau actuel favorise les acteurs majeurs de l'économie, les détenteurs de capitaux et ceux qui les représentent. Il améliore la rémunération du capital en faisant pression sur les salaires, le rythme de travail et fait admettre une flexibilité (pour les cadres) et une précarité (pour les autres) bien utiles au modèle actuel de globalisation. Sans même parler de son utilité contre l'inflation, cet épouvantail des investisseurs. Cette analyse, de nombreux observateurs l'avaient faite au début des années quatre-vingt-dix avec l'explosion du chômage, puis chacun s'est depuis lors résigné à ce qui paraît irréversible.

Au début de son mandat, Lionel Jospin a expérimenté plusieurs projets visant à modifier l'assiette des charges sociales dans les entreprises au détriment du capital ; en effet, la taxation actuelle du seul travail par les charges sociales est une des causes premières du chômage. Il y a vite renoncé quand il a compris que, dans la situation de dépendance où se trouve la France à l'égard des capitaux étrangers, l'économie nationale ne pouvait prendre ce risque.

Le choix de Tony Blair est plus simple. Comme tous les partis sociaux-démocrates, le Labour ne peut parvenir et se maintenir au pouvoir sans l'appui de la classe moyenne ou du moins d'une partie non négligeable de celle-ci. En Angleterre, après l'ère Thatcher, cette classe souffre de la dégradation du service public, particulièrement en matière d'enseignement et de santé, et aspire à des prestations de meilleure qualité.

Une stratégie politique et électorale qui proposerait simultanément une relance du service public, une modification importante des méthodes d'intervention de l'Etat (remise en question de la fonction publique) et une lutte décidée contre le chômage accumulerait les difficultés et coaliserait les adversaires. Il fallait sacrifier quelqu'un pour réussir et Tony Blair a sacrifié les

chômeurs, principalement les chômeurs de longue durée, jeunes, vieux, étrangers, peu ou pas qualifiés, une population qui doit représenter le quart ou le tiers des travailleurs. De plus, il est vrai, que, sur le plan électoral, ils constituent les électeurs les moins rentables, les moins mobilisables. L'autre choix – imposer aux détenteurs du capital un partage de leur rémunération pour lutter contre le chômage – aurait débouché sur un affrontement d'une très grande violence sur un terrain difficile, et dont l'issue est loin d'être garantie tant la détermination de l'adversaire est grande et la création d'emplois difficile.

Quelle est la priorité centriste ?

Ce qui distingue cette priorité centriste décidée par Tony Blair de l'orientation générale de l'ensemble de la social-démocratie occidentale, c'est surtout sa clarté ; les priorités de fait des autres partis ne sont guère différentes. Même l'extrême gauche française et romande a fait un calcul presque identique, puisque derrière sa défense de l'Etat elle privilégie cette partie de la classe moyenne qui appartient à la fonction publique.

L'exclusion des plus faibles par le chômage, commencée vers 1974, et qui semble maintenant acquise et perdure à des niveaux plus ou moins élevés dans une économie extrêmement dynamique, constitue l'élément politique le plus significatif de notre époque. La gauche s'est résignée à l'admettre pour avoir des chances d'accéder au pouvoir.

Cet abandon des plus faibles se répercute sur le plan politique. Lutter pour la démocratie implique le refus de l'exclusion d'une partie de la population. La montée de l'extrême droite en Europe est pour partie la conséquence de la situation d'abandon que vivent les plus défavorisés depuis que la gauche a choisi d'être moderne.

Claude Bossy

Le lien social rêvé

Extrême-droite ou dégénérescence de la démocratie? La réflexion et l'analyse de Heinz Steinert, professeur de sociologie à Francfort.

DANS LE VOCABULAIRE médiatique, le parti libéral autrichien de Jörg Haider et l'UDC de Christoph Blocher ont définitivement pris place à l'extrême-droite de l'échiquier politique. L'épithète renvoie bien sûr à la période la plus sombre du 20^e siècle, celle du nazisme et du fascisme. Mais en diabolisant ces formations politiques, on court le risque de banaliser des idéologies meurtrières tout en se privant des moyens d'analyser correctement un courant politique contemporain qui gagne en importance. C'est plutôt de populisme dont il faut parler, une manière de concevoir la politique qui d'ailleurs peut tenter aussi bien la gauche que la droite. Parcours au sein d'une dégénérescence de la démocratie en compagnie de Heinz Steinert, professeur de sociologie à l'Université Goethe de Francfort, auteur d'un article fouillé sur le sujet (*NZZ*, 6 novembre 1999) dont nous nous sommes largement inspirés.

Le registre des émotions

Historiquement, le concept de populisme fait référence à des expériences précises et limitées: à la fin du siècle passé aux Etats-Unis, le mouvement des paysans opposés aux banques, aux compagnies de chemin de fer et aux monopoles; et à la même époque les Narodniki en Russie.

Aujourd'hui le terme n'est plus descriptif mais relève du vocabulaire de combat politique. Pour ses adeptes de gauche, c'est la prétention affirmée de connaître et de prendre en compte la vie quotidienne des petites gens, du plus grand nombre. Le populisme de droite, lui, valorise la capacité du peuple à définir ce qu'il se veut, une volonté que ne fait que traduire le leader populiste. Les deux tendances partagent la plus grande méfiance à l'égard des élites, représentants et politiciens, prêts à trahir les intérêts du peuple. Enfin, pour ses adversaires, le populisme ne véhicule qu'un discours démagogique au service de la quête du pouvoir.

Fondamentalement le populisme rejette la politique comme lieu de la confrontation et de la négociation entre des intérêts divergents. Le politi-

cienn populiste revendique un lien privilégié avec le peuple; lui seul est vraiment à son écoute.

En fait d'écoute, le populiste est avant tout intéressé au taux d'écoute qu'il peut susciter. Attirer l'attention, le plus grand nombre de partisans et d'électeurs, tels sont ses objectifs. Pour ce faire, il ne flatte pas les intérêts de son auditoire - ils sont obligatoirement contradictoires - mais joue tout le répertoire des émotions. Dans cette perspective, la politique est représentation - au sens théâtral du terme - plutôt qu'action. En réalité, le populiste ne propose pas à son public une défense d'intérêts mais une identification. C'est ce qui explique que des millionnaires - Ross Perot aux Etats-Unis, Blocher, Haider - puissent se faire passer pour des représentants du peuple: leur richesse est la preuve de leur indépendance, de leur désintéressement. Pour créer un sentiment de communauté de destin, pour réunir des intérêts objectivement divergents, rien de tel que de désigner un ennemi commun: toutes celles qui n'appartiennent pas à la race, à la nation, à la couleur, au sexe.

Le produit médiatique

Le populisme constitue un retour à une conception pré-démocratique de la politique. Le chef, comme le monarque et le dictateur, représente le groupe tout entier et règne sur des individus passifs. Les médias, et la télévision en particulier, entretiennent un rapport pervers avec le populiste. Provocateur, insolent, vif dans la répartie, le leader populiste est un produit médiatique attractif. Face à lui, le politicien classique, représentant d'intérêts, fait piètre figure puisqu'il se distingue par sa connaissance des dossiers, son opiniâtreté à défendre un projet dans la durée.

Ce portrait ne vaut-il que pour des mouvements aujourd'hui relativement marginaux ou ne décrit-il pas de manière un peu forcée ce que sont devenus les grands partis des démocraties contemporaines? Heinz Steinert n'hésite pas à déceler une évolution populiste au sein des mouvements politiques dominants en Europe, les socialistes et les démocrates-chrétiens notamment. Ces

partis, autrefois porteurs des intérêts de groupes sociaux bien définis et intégrant ces intérêts dans une conception du monde, se ruent aujourd'hui vers le centre et cherchent à rassembler des intérêts incompatibles. Il n'est plus question de formation des militants et de débats internes; la presse partisane a disparu. Les programmes ne sont plus guère distincts les uns des autres et se résument à la promesse de répondre aux besoins du plus grand nombre. Seule compte la présence dans les médias, ce qui implique des politiciens professionnels rompus à l'art de la rhétorique. A cet égard, on ne peut s'empêcher d'évoquer Tony Blair, Gerhard Schröder et Helmut Kohl ainsi que leurs formations politiques attrape-tout.

Plutôt que de voir dans les Haider et autres Blocher la résurgence fantasmagique de la peste brune, ne serait-il pas plus fructueux de considérer les mouvements populistes comme les précurseurs d'une évolution plus générale où le citoyen n'est plus qu'un sujet passif à qui l'on promet de résoudre tous ses problèmes - c'est la version douce du populisme - ou, pour la version dure, que l'on encourage à manifester sa haine des élites et de l'autre? *jd*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (*jd*)
Rédaction:
Géraldine Savary (*gs*)
Ont collaboré à ce numéro:
Claude Bossy (*cb*)
Gérard Escher (*ge*)
André Gavillet (*ag*)
Jean-Yves Pidoux (*jyp*)
Charles-F. Pochon (*cfp*)
Albert Tille (*at*)
Composition et maquette:
Françoise Gavillet, Géraldine Savary
Responsable administrative:
Murielle Gay-Crosier
Impression: IAM SA, Renens
Abonnement annuel: 90 francs
Étudiants, apprentis: 60 francs
@bonnement e-mail: 70 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021 / 312 69 10
Télécopie: 021 / 312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch
CCP: 10-15527-9
Site: www.domainepublic.ch

Le sport, ça n'est pas la santé

Des amis de Philippe Bois ont édité sous forme de livre, Pertinence et

impertinences¹, un choix des articles que Philippe Bois avait donnés à divers journaux, dont Domaine public.

On retrouve avec un plaisir inégalé son style de clarté, direct, sa compétence de juriste qu'il met à portée du lecteur sans pédantisme, son indépendance d'esprit.

Domaine public s'honore d'avoir été un de ses moyens d'expression. Pour le plaisir, nous proposons la relecture d'une de ses chroniques (DP n° 883, 12 novembre 1987).

C'EST QUE L'ON s'obstine à nommer «sport» ne m'intéresse pas en lui-même. Mais j'observe ce domaine d'activité, parce qu'il constitue un phénomène social important. De plus en plus, cela devient un jeu de massacre. Si l'on prend en considération 18 footballeurs, âgés de 18 à 33 ans, physiquement entraînés, se nourrissant selon des plans diététiques, ne fumant pas, ne buvant pas, se couchant souvent de bonne heure, on trouvera plus d'éclopés que dans des échantillonnages de sédentaires plus âgés, fumeurs, pinteurs, mangeurs de cochonnailles. Il ne se passe pas de jour que l'on ne nous entretienne de l'arthrose d'un libero, des ménisques d'un centre-avant, du coude tordu d'un tennisman. C'est dans de nombreux sports le résultat de la violence qui s'y est installée. Le public en est friand et, confortablement assis devant la TV, l'Européen moyen aime à se détendre d'une dure journée de travail en contemplant, entre un combat au Liban et un tremblement de terre au Mexique, des jeunes gens en train de s'astiquer les malléoles à coup de souliers à clous.

En plus ces «sportifs» se droguent. Pas au H; c'est mal vu dans ces milieux. Mais aux anabolisants, à la cortisone, aux amphétamines et autres produits pharmaceutiques inutiles en temps normal.

Une autre forme d'usage de drogue consiste dans l'anesthésie locale d'une douleur avant ou durant la compétition. C'est même bien considéré: dans les comptes rendus de match, on lit souvent: «Il a joué sous piqûre»; et c'est dit avec une certaine admiration! Les sportifs ne sont pas les seuls coupables. Ceux qui en font le commerce le sont au moins autant. Quand on a payé plusieurs centaines de milliers de francs pour un ailier, on ne se laisse pas arrêter par un ménisque qui grippe: on pique. Et tant pis si, en fin de carrière, le joueur ne peut plus marcher correctement: il est amorti, au sens comptable du terme.

Certes, les sportifs ont un avantage sur le drogué du modèle courant: on les intoxique sous contrôle médical. Plus, c'est le médecin lui-même qui fait l'injection. Ainsi que le montre le procès de Laon, le mal touche de plus en plus d'individus. Des cyclistes participant à des courses villageoises de vété-

rans réussissent à se faire prescrire des produits à base d'amphétamine, sous prétexte qu'ils sont fatigués par une semaine de travail; ce qui les aide à gagner le jambon garni qui récompense le vainqueur...

Drôle de société! Le sport, présenté comme facteur de santé, produit des malades. Pour le pratiquer, on se drogue. A une époque où l'on récolte sans cesse des signatures pour la protection des animaux contre la vivisection, on procède sur des humains à des expériences très dangereuses. Lorsqu'un plongeur se prépare à battre le record du monde de hauteur, on prépare la civière et l'hélicoptère (utiles, puisque l'aventure s'est terminée à l'Hôpital de L'Île).

Compte tenu de cette évolution, le temps n'est pas éloigné où, grâce à des manipulations, on pourra produire du sportif de pointe à la demande. Il suffit d'observer les jeunes gymnastes «femmes» ou les lanceuses de poids est-allemandes pour avoir une idée de ce que nous réserverait, dans ce domaine, la fécondation in vitro. Alors, pour gagner du temps, si l'on se lance dans cette voie, il ne serait pas inutile de préparer des cocktails de sperme et d'ovules dosés de telle manière que les futurs champions naissent avec une marque de lessive imprimée sur les fesses, une publicité pour une montre de luxe au nombril et trois bandes en travers de la poitrine. Philippe Bois

¹*Pertinence et impertinences*, Philippe Bois, édité par Didier Berberat, Daniel Perdrizat et Pierre Wessner, Imprimeries centrales, Neuchâtel, décembre 1999.

Distribution: Daniel Perdrizat, téléphone: 032/725.77.78; fax: 032/721.46.18.

Médias

PAS VU DEPUIS longtemps: un journal de gauche de nonante-six pages, bourré de publicité. Il ne faut pas s'étonner, c'est le journal-plagiat publié à l'occasion de la manifestation annuelle du club publicitaire ADC-CH. Le modèle, la *WoZ*, le titre: *WüZ-Die Würfelzeitung*. L'équipe rédactionnelle n'a pas raté l'occasion. La gauche alémanique est vraiment différente de la gauche romande. cfp

Le triomphe des aisselles

Le mensuel scientifique Science a consacré un numéro spécial à l'olfaction. C'est l'occasion de faire le point sur les apports de certaines recherches récentes en ce domaine.

L'ÊTRE HUMAIN EST visuel; vous risquez fort de dire «Alfred, c'est celui qui a une verrue sur la joue gauche», plutôt que «Alfred, c'est celui dont les aisselles dégagent un musc vanillé avec une touche de Schabziger». Mais rien ne permet d'affirmer que les bouquets odorants dégagés par un humain soient moins précis que son apparence visuelle; le nouveau-né, dit-on, distingue sans peine un T-shirt porté par sa mère de celui porté par une étrangère. Le faible rôle que joue, ou feint de jouer l'odorat dans notre espèce nous distingue de la plupart des autres mammifères. Freud spéculait que l'odorat avait été relégué au rang de sens mineur parce que l'humain, en se tenant debout, éloigne ses naseaux des crottes de ses congénères.

Doux messages olfactifs

Au début des années nonante, on découvre une classe de protéines qui, insérées dans les membranes cellulaires des neurones du système olfactif, servent de récepteurs aux odeurs. Surprise: les gènes qui codent pour ces récepteurs sont très nombreux, 1000 chez le rat, 750 chez l'homme (c'est 1 % du total des gènes, plus nombreux que les gènes qui doivent assurer la diversité des anticorps). Une grande partie de ces gènes, chez l'homme, sont des «pseudo-gènes», c'est-à-dire qu'ils ne sont plus capables de coder pour une protéine complète, ce qui donnerait, du coup, raison à Freud.

Parmi les substances chimiques volatiles (qu'on appellera «odeurs»), il est un sous-ensemble qui, produit par un individu, relâché dans les airs, détecté par un autre individu de la même espèce, va affecter la physiologie et le comportement du receveur; ce sont les phéromones. Dans la définition complète, les phéromones ne sont pas détectées consciemment (ce sont des molécules sans odeur). Elles jouent cependant un rôle connu et déterminant dans le règne animal: toute l'attraction sexuelle des insectes par exemple fonctionne sur ce principe. Au point que l'orchidée *Ophrys spe-*

godes synthétise la phéromone femelle de l'abeille solitaire *Andrena nigroaenae*, forçant les pauvres mâles à des exercices de pseudocopulation (et de pollinisation).

Régulation sociale

Les phéromones, ces substances inquiétantes, qui nous transformeraient inconsciemment, existent-elles chez l'être humain? Martha McClintock avait observé, au début des années septante, une synchronisation des cycles menstruels dans les dortoirs des filles de son école; était-elle provoquée par des signaux conscients (des confidences échangées) ou inconscients (l'effet de molécules inodores volatiles sécrétées par certaines glandes)? Trente ans plus tard, la même équipe apporte les premières preuves en faveur de la seconde hypothèse.

L'expérience porte sur vingt-neuf jeunes femmes. Neuf donneuses, qui se baignent sans savon parfumé, portent pendant huit heures un tampon coton sous l'aisselle; chaque jour, les tampons sont recueillis, et le moment du cycle menstruel est déterminé par un test d'urine. Les vingt receveuses viennent quotidiennement renifler un tampon dégelé et ne se lavent pas le visage pendant les six prochaines heures. Résultat: selon la phase du cycle des donneuses, les cycles des receveuses sont raccourcis (extraits pré-ovulation) ou allongés (extraits post-ovulation) de deux jours. Même si l'effet est petit, il y a donc bien «régulation sociale» de l'ovulation.

Mâle odorant ?

Et le mâle de l'espèce dans tout ça? On a bien purifié un androsténone de la sueur mâle, et les parfumeurs qui l'incorporent dans leurs flacons vantent son irrésistible pouvoir d'attraction; lorsqu'on fait renifler ce composé aux femmes, elles le trouvent repoussant, sauf au moment de l'ovulation, où elles n'ont pas d'opinion (expérience faite sur 289 femmes). Je refuse néanmoins de conclure que le mâle ne serait supportable que lors de la période

de fertile; en échange, les mâles ne semblent pas particulièrement capables de distinguer les odeurs vaginales en fonction du cycle; «faire l'amour en tout temps» comme le dit Beaumarchais, restera donc bien une caractéristique de notre espèce.

Tout dans notre intuition classique de la nature humaine converge à dire que chez l'être humain, il y a eu émancipation de la dépendance de facteurs déterminants uniques et que notre comportement, s'appuyant sur le grand développement du cortex associatif, est libre de déterminations simples. L'existence de phéromones vient tacher cette noble conception; et c'est, à mon avis, cette secousse symbolique qui est l'effet le plus puissant des phéromones humaines. *ge*

Source: *Science*, 22 octobre 1999 (numéro spécial sur l'olfaction); *Science*, 12 mars 98 (expérience McClintock); www.attractwomen.com

PUBLICITÉ

Faire ménage avec la mort

BENETTON A FAIT encore un pas de plus. Il utilise dans sa dernière campagne publicitaire les portraits de condamnés à mort. Il transgresse à nouveau le respect à la fois naturel et profond comme un tabou que l'on accorde à ceux que frappe la mort. Cette publicité est profanatoire. Mais comme la publicité et le goût du gain sont depuis le début de ce siècle marchandisés sans pudeur et sans limite, on rappellera que la firme de chocolat Van Houten, dans les années 1900, avait obtenu d'un condamné à mort, moyennant rétribution à sa famille, qu'il crie sur l'échafaud, juste avant son exécution: «Buvez du cacao Van Houten». Ce que Maïakovski rappelle dans *Le nuage en pantalon*:

C'est très bien

Quand on crie, dans la gueule de l'échafaud,

«Buvez du cacao Van Houten».

ag

La conquête de la dépendance ?

Pourquoi dit-on d'une production culturelle qu'elle est «in», ou «off» ?

Un ouvrage retrace l'histoire du théâtre indépendant des années soixante en Suisse romande. Présentation.

AUJOURD'HUI, ON SAIT comment nommer les productions culturelles qui émanent de créateurs non soutenus régulièrement: les qualificatifs «indépendant» ou «off» ont fait florès.

L'appellation est paradoxale, puisque cette forme de culture est tout sauf indépendante – sa situation fait penser au bon mot des thuriféraires du théâtre privé, qui disent de lui qu'il est essentiellement privé... de subventions; paradoxale encore parce que la catégorie «off» n'émerge que lorsque la réalité qu'elle désigne commence à jouir d'une certaine légitimité à la fois politique et artistique.

Mais comment cette «indépendance» advient-elle? Comment décrire ce processus de reconnaissance et d'institutionnalisation relative, qui trouve sa traduction dans telle ou telle épithète? La question est générale, mais nécessite que soient conduites des études détaillées. Pour ce qui concerne le théâtre en Suisse romande, nous disposons d'un ouvrage, paru tout récemment, et qui montre excellemment *l'émergence du théâtre indépendant en Suisse romande à la fin des années soixante*.

Complexité des traces et des souvenirs

Anne-Catherine Sutermeister a retracé le contexte et les avatars des pratiques théâtrales en Suisse romande: troupes d'amateurs, à la campagne et en ville; institutionnalisation d'une production professionnelle locale. Elle a finement utilisé les sources documentaires (archives, presse) et les mémoires individuelles. Bien sûr, l'analyse a posteriori de spectacles qui n'existent plus que dans des traces fort précaires, est toujours périlleuse; elle doit éviter les écueils de la trop grande implication ou de la trop grande désillusion des créateurs interrogés; elle doit aussi aller au-delà de la superficialité des comptes rendus journalistiques de l'époque, mal outillés pour thématiser les relations entre nouveautés et pesanteurs esthétiques et sociales.

«Les contradictions, ce sont les espoirs» (Brecht)

Il n'en reste pas moins que le résultat est une passionnante et parfois pathétique confrontation entre passé et avenir. L'auteure montre les difficultés et les ressources de la création théâtrale expérimentale. Elle rend compte de la manière dont une périphérie (et même une périphérie de périphérie) tente de transformer les centres et les principes même de gravité dans un champ de production culturelle. Elle souligne l'interdépendance entre la norme et la transgression, en montrant comment les projets de changement dépendent d'une tradition qu'ils nient: ils sont rabattus et ils se rabattent eux-mêmes sur et dans le «système» qu'ils avaient pour projet de fuir ou de détruire. Elle éclaire l'imbrication entre dimensions esthétiques, institutionnelles, politiques, économiques. Elle met en relief les événements et les circonstances qui, dans une situation historique particulière, «établissent» une marginalité.

Ce qui apparaît le plus clairement, et ce qui touche le lecteur d'aujourd'hui, ce sont peut-être bien les contradictions dans lesquelles étaient plongés les naïfs et enthousiastes expérimentateurs d'il y a trente ans: fétichisme de la création, de l'innovation et de l'originalité, mais aussi respect dévot de figures tutélaires de la culture ou de la philosophie; relation de «contre-dépendance» à l'égard des autorités et des pouvoirs, à la fois voués aux gémonies et destinataires de revendications, d'appels à l'aide.

Innovation et démocratie

L'analyse montre la double image de l'État auprès des indépendants, État qu'ils se représentaient à la fois comme répressif et protecteur. Apparaît aussi en permanence l'ambivalence de la notion de démocratie culturelle, telle qu'elle est défendue à la fois par les créateurs et par les autorités: les compagnies faisaient de la créativité l'emblème d'une culture non seulement accessible à tous, mais élaborée par tous;

elles opéraient, de fait, une sélection radicale parmi le public. Les autorités, elles, reconnaissaient le caractère dynamique (parfois trop dynamique, à leurs yeux) des expérimentations théâtrales, mais soulignaient qu'elles étaient trop localisées, trop sectaires, trop particulières pour recevoir un soutien régulier.

A l'époque – et contrairement à celle d'aujourd'hui – la marginalité théâtrale se constitue pour échapper aux contraintes administratives et économiques qui lient les théâtres institutionnels aux pouvoirs publics. Elle s'exclut d'un «*establishment*», mais n'a de cesse de lutter pour une reconnaissance officielle. Elle fait de nécessité vertu en revendiquant une autonomie matérielle qui lui est imposée, tout en réclamant aussi un soutien qui lui permettrait de survivre comme un isolat au sein même de ce qu'elle critique et vitupère.

Des projets bien révolus, mais si utopiques

Cette histoire immédiate de «l'indépendance» théâtrale est donc un riche document, qui éclaire en profondeur les apories de la créativité et de la marginalité artistique. Le livre reconstruit et interprète des projets et des propos bien révolus, mais qui se donnaient comme utopiques, tournés vers le futur. Il apparaît crûment que l'avenir imaginé il y a quelques décennies par la jeunesse militante et artiste – par nous, souvent... – ne correspond que de loin au présent que nous connaissons... Nos espoirs fous, nos arrogances, notre intransigeance, notre pédantisme, nos syncrétismes hâtifs, tout cela nous revient, tantôt intact, tantôt défraîchi.

Le travail de deuil converge avec la reconstruction d'un projet politique et artistique. jyp

Anne-Catherine Sutermeister, *Sous les pavés, la scène. L'émergence du théâtre indépendant en Suisse romande à la fin des années soixante*, Lausanne et Bâle, Editions d'en bas et Editions Theaterkultur, 2000, 279 pages.